

2025-12-12 Discussion générale Projet de loi de finances pour 2026

Crédits Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

Monsieur le Président,

Madame la Ministre,

Chers collègues,

Il y a plus de 10 ans, le législateur français engageait l'agriculture française dans le sens de l'agroécologie. Une orientation stratégique **fondamentale** pour l'efficience sur longue durée de notre agriculture, à **l'ère des grandes transitions** qui devraient être désormais le cadre de toutes nos politiques publiques.

Aujourd'hui, la proposition de crédits soumise à notre débat ne répond pas aux **maux** de l'agriculture française.

Les diminutions de la mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » de près de 12 % en engagements et 5 % en paiements en attestent. Ces baisses réitérées procèdent d'une volonté politique qui va à **contre-sens** des intérêts de l'agriculture française et de notre société dans son ensemble. C'est très exactement ce que traduit la baisse de 600 millions d'euros proposée, soit moins 1,4 milliards d'euros en 2 ans.

Marqueur significatif de votre politique, la planification écologique est **à l'abandon** ! 118 millions d'euros proposés aujourd'hui. Elle était à 1 milliard d'euros en 2024.

Dans la même veine, vous abandonnez résolument la stratégie de lutte contre les pesticides, avec une baisse de 84% des crédits du plan Ecophyto, - 135 millions d'euros.

Et alors que la **DNCB** (Dermatose Nodulaire Contagieuse Bovine) **met en péril l'élevage bovin français**, votre anticipation des crises sanitaires reste très à la marge.

Aux épizooties diverses qui mettent les exploitants en souffrance, vous répondez par près de 10% de baisse de crédits !

Au-delà du texte relatif à l'exercice du métier d'agriculteur qui n'aura - comme ceux issus des « États généraux de l'alimentation » - que peu d'effets pour les agriculteurs en difficulté des zones intermédiaires ou défavorisées comme le Gers, vous devez revenir à l'objectif de triple performance !

La performance économique d'abord ! Sans volonté politique de reconnaître, de sanctuariser les prix de production à leur juste valeur, sans s'affranchir de certaines règles de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) ni rejeter les accords de libre-échange mortifères comme celui du MERCOSUR, des pans entiers de filières disparaîtront ou s'affaibliront et nos territoires continueront à se paupériser !

La réponse aux **enjeux sociaux** de l'agriculture française résulte largement de la prise en compte de ce premier point mais pas seulement.

Votre politique ne valorise pas suffisamment la contribution environnementale et climatique des agriculteurs. Avec **des PSE** (Paiements pour Services Environnementaux) adaptés aux enjeux « systémiques », notre société devrait reconnaître leur contribution positive à l'environnement et au climat ! **Rien de cela dans votre budget !** Je pense que c'est un **contre-sens majeur**, dommageable à bien des égards.

En résumé, le sens de l'histoire et la responsabilité de notre humanité contemporaine, ce n'est pas de déconstruire méthodiquement, d'exercice en exercice, les fondements et les acquis précieux, partiels et fragiles aussi, de l'agroécologie développée depuis 10 ans.

Madame la Ministre,

Comme les précédents, le budget AAFAR 2026 ne répond pas aux crises agricoles actuelles ni aux enjeux structurels de la triple performance !

En l'état, nous ne pourrons pas l'approuver.

Je vous remercie.